



PRESSE INTERNATIONALE

Ligue Communiste des Travailleurs – section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - QI

**LE PEUPLE
GREC A VOTÉ
CONTRE
L'AUSTÉRITÉ.**

**POURSUIVONS LA MOBILISATION
POUR LE NON-PAYEMENT DE LA DETTE !**

**WE ARE
NOT
MERKEL'S
COLONY**

**Sous-traitance :
la SNCB est
responsable.**

**RETOUR DE NOS 5 COLLEGUES
BM&S GAME OVER
ON LACHERIE
MERCI A TOUS CEUX QUI RALLIENT LA CAUSE
CGSP, PTB, KRASNYI, SNCB, PSL etc...
ET LA CENTRALE GENERALE FG-TB
+ COMAC + ECR**

« Une solution : la mobilisation ! »

Après deux mois de lutes intensives en Belgique, les syndicats ont décidé, au lendemain du 15 décembre, d'ouvrir une période de négociations. Ils ont, ce faisant, clairement laissé retomber la mobilisation en cours.

Suite à l'accord interprofessionnel, le front commun semblait rompu : La CSC et le syndicat libéral ont en effet accepté l'accord (à une très courte majorité pour la CSC), alors que la FGTB l'a rejeté. Cependant, il n'en est rien nous dit-on. Et on nous annonce une nouvelle période de mobilisation version allégée : pas de grève pour le moment, mais une série d'actions de sensibilisation et de concentrations de militants, avec, après chaque phase, une réunion des instances (c'est-à-dire des permanents et à la rigueur des délégués, mais pas de travailleurs de base) pour décider de la suite de la lutte. Cette acceptation de l'accord par les deux syndicats, ce plan d'action allégé et les revendications floues avancées risquent pourtant bien d'essouffler la mobilisation jusqu'à y mettre un terme. La continuité ou pas de la lutte dépendra dès lors de la mobilisation de la base et de sa capacité à imposer aux directions bureaucratiques un plan de lutte conséquent.

Mais les lutes en Belgique ne se font pas sur une île isolée. La question de l'austérité prend évidemment place dans un contexte européen où certains pays ont souffert et souffrent

de mesures et de coupes encore beaucoup plus importantes. On pense à l'Espagne, au Portugal, et surtout à la Grèce.

Après plusieurs années de lutes, le peuple grec a placé sa confiance dans une formation de gauche, Syriza, pour que ce parti mette fin aux mesures dictées par la Troïka en vue du paiement d'une dette insoutenable. Ce faisant, ils ont clairement affirmé leur rejet de l'austérité et des partis qui l'avaient acceptée et mise en œuvre.

Pourtant, les premiers pas de Syriza au pouvoir posent question: Après avoir formé une coalition avec un parti de droite nationaliste, Tsirpas a commencé son tour des gouvernements européens, en affirmant d'emblée ne vouloir violer aucun traité et respecter les « règles du jeu » imposées par l'UE, tout en voulant, non pas annuler la dette, mais lier son paiement à la croissance du pays. Pour le nouveau Premier ministre, les Grecs devront donc continuer à payer.

En attendant, selon nous, les Grecs doivent refuser le paiement de cette dette, et obliger Syriza à prendre des mesures claires pour sortir la Grèce de sa situation de semi-colonie. Sans une lutte et une pression constante du peuple grec, le gouvernement Syriza risque en effet fort bien de « mettre de l'eau dans son vin », comme l'affirment les analystes de la presse bourgeoise, c'est-à-dire de reculer dans ses propositions jusqu'à une limite

acceptable pour les impérialismes européens, Allemagne en tête.

En Espagne aussi, Podemos se présente comme « à la gauche » des partis réformistes traditionnels. Et en Belgique, Tout Autre Chose et Hart boven Hard proposent de réunir « *tous les secteurs malmenés et fédérer les innombrables innovations locales.* »

Ces alternatives sont cependant empêtrées dans une énorme contradiction : elles se proposent de réformer le capitalisme, de le rendre « plus humain », à une époque où justement celui-ci ne peut être réformé et ne peut aller que vers plus d'inhumanité.

Cette contradiction se résoudra d'une manière ou d'une autre : soit vers une radicalisation, qui passe par des politiques qui s'attaquent aux fondements mêmes du système économique, en s'appuyant sur les masses et leurs organisations, soit vers une intégration au système parlementaire et l'application de mesurètes de moindre mal. Et l'issue sera déterminée par les mobilisations.

En tant que révolutionnaires, il nous faut suivre de près le développement de ces alternatives, et surtout ne pas se baser uniquement sur des déclarations d'intention, mais sur les actes. Et quand ces alternatives nous mènent dans une impasse, il nous faut pouvoir l'affirmer, parfois contre les illusions d'une majorité enthousiaste. ■

LIT-QI

LA LIGUE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

- Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les lutes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky.

Nous revendiquons la révolution d'octobre de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La LIT a actuellement des sections dans 25 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

Mobilisons-nous contre l'austérité !

Les syndicats ont lancé en commun un nouveau plan d'action, malgré l'approbation par la CSC et la CGSLB de l'Accord Interprofessionnel. Qu'en est-il ?

Une mobilisation réussie

La fin de l'année 2014 était marquée par d'importantes mobilisations organisées par les syndicats, en front commun et dans l'ensemble du pays : une manifestation de 120 000 personnes, des grèves tournantes bien suivies et la grève générale du 15 décembre.

Cette mobilisation a été une réussite : pas un seul train n'a circulé, les transports en commun (bus, tram et métro) étaient à l'arrêt, le secteur public était largement en grève, ainsi que les dockers et les travailleurs des aéroports. Beaucoup de travailleurs participaient pour la première fois aux piquets. Une manifestation s'est même organisée à Bruxelles à l'initiative d'un groupe des délégués et militants de la CGSP-ALR.

Une partie importante de la population est sortie dans la rue et a participé aux actions pour montrer son rejet du plan du gouvernement, un plan qui attaque les services publics, les services sociaux, la sécurité sociale, les salaires, les pensions, les allocations sociales, l'emploi, l'enseignement, la culture et plusieurs libertés démocratiques. La plupart des manifestants et des grévistes se demandaient comment cette lutte allait continuer. Le gouvernement allait-il céder ? Ce mouvement était porté par l'enthousiasme d'une lutte nationale (travailleurs du Nord et du Sud) contre l'austérité.

Après un mois et demi de mobilisations, le seul acquis que nous avons obtenu est « la possibilité de négocier ». De hauts responsables syndicaux se félicitent ainsi d'avoir atteint leur objectif, qui n'était pas de porter les revendications des travailleurs, mais bien de « relancer la concertation ».



Les directions syndicales nous baladent.

Les hautes instances syndicales ont mis un terme, dès le lendemain de la grève générale, à plus de deux mois de mobilisations en accordant au gouvernement une trêve, le cadeau de Noël à Charles Michel. Ensuite, et sans réelle consultation de la base, ils ont décidé de relancer cette concertation tant attendue. C'est en effet logique : pour les directions syndicales, leur revendication principale, à savoir relancer le groupe des 10, était rencontrée.

Dans le cadre de ces négociations, les dirigeants patronaux et syndicaux ont discuté d'un pré-accord sur la répartition de l'enveloppe budgétaire « bien-être » et d'une mini-marge salariale pour

les secteurs forts. La CSC et le syndicat libéral ont accepté ce plan, tandis que la FGFB l'a rejeté. Pour la CSC, l'approbation de l'accord salarial s'est faite à une majorité historiquement faible (52 % contre 48 %).

L'acceptation de ce pré-accord est un renoncement : le patronat et le gouver-

nement répètent dans les médias que toutes les mesures de l'accord de gouvernement s'appliqueront, sans exception, et que cette « concertation sociale » ne porte que sur les modalités de leur application. Et effectivement, certaines de ces mesures s'appliquent déjà : depuis le 1er janvier 2015, près de 31 500 personnes ont été exclues du chômage, poussées vers les CPAS ou vers des contrats

de plus en plus précaires.

En signant cet accord, la CSC et le syndicat libéral marquent clairement leur engagement de paix sociale, tout en clamant haut et fort qu'ils vont continuer à lutter contre l'austérité en « front commun ». Cherchez la contradiction...

Les trois syndicats vont donc mobiliser. Au programme : des actions de sensibilisation, puis des concentrations de militants (permanents et délégués) devant les cabinets ministériels (et peut-être, et seulement pour certains secteurs, des préavis de grève). La FGFB réunira quant à elle ses instances après chaque volet, afin d'évaluer et d'éventuellement modifier le plan. La grève ? Peut-être... plus tard... mais vraiment pas certain.



A Felipe Van Keirsbilck, secrétaire général de la CNE, qui déclare que « l'on ne redémarre pas un TGV en trois jours », nous répondons que ce sont les hautes instances syndicales qui ont elles-mêmes arrêté le TGV qui était en route depuis le 6 novembre, contentes de retrouver leur place à la table des négociations.

C'est par ailleurs cette même CSC qui a accepté un accord tout en portant maintenant, avec les autres syndicats, un plan de lutte flou et léger.

Le fait que les instances syndicales lancent aujourd'hui un deuxième plan de lutte est le reflet de la combativité et de la volonté de mobilisation à la base. Nous le revendiquons tel qu'il est ; même s'agissant d'un plan particulièrement léger, centré sur un ensemble de revendications floues et dans lequel ce seront surtout les permanents et les délégués qui se mobiliseront.

Nous avons besoin en effet d'un deuxième plan d'action, qui mène le combat jusqu'au retrait de tout le plan du gouvernement. Mais ce plan d'action doit être discuté sur tous les lieux de travail et non pas dicté des sommets à la base. En discutant avec nos collègues, en interpellant collectivement nos délégués et permanents, nous pouvons faire avancer la mobilisation. Il faut saisir chaque opportunité d'organiser des réunions et des assemblées pour que nous discussions nous-mêmes de la manière de continuer cette lutte sur base d'un bilan des actions précédentes et pour préparer la mobilisation jusqu'au retrait de tout le plan du gouvernement.

Face à ce plan qui répond à la crise en sauvant les banques et les patrons, nous devons imposer un plan de sauvetage des travailleurs :

Mobilisation jusqu'au retrait de tout le plan du gouvernement ! ■

C'est quoi la bureaucratie ?

Henrique Canary*

[...]En ce qui concerne la classe ouvrière, le terme « bureaucratie » signifie une caste privilégiée de chefs et de dirigeants qui parasitent les organisations politiques et syndicales du prolétariat pour leur propre bénéfice. [...]

Comment un bureaucrate se forme-t-il ?

La bureaucratie n'est pas un problème de caractère ou d'honnêteté personnels. Comme nous l'avons dit, il s'agit d'un phénomène social et politique. Le bureaucrate se forme lorsque le dirigeant syndical acquiert une indépendance matérielle et politique par rapport à la base qu'il devrait représenter ; quand sa principale préoccupation n'est plus d'organiser la lutte des travailleurs, mais bien de se perpétuer à tout prix dans la position de dirigeant. [...]

Le caractère bureaucratique d'une direction syndicale n'est pas déterminé par les pourcentages d'augmentation de salaire qu'elle parvient à obtenir, mais par la relation qu'elle établit avec l'appareil syndical, les privilèges qu'elle en tire, la relation qu'elle entretient avec la base de la branche, le niveau de démocratie et de participation qu'elle met en œuvre dans son secteur, sa relation avec l'Etat et le patronat. [...]

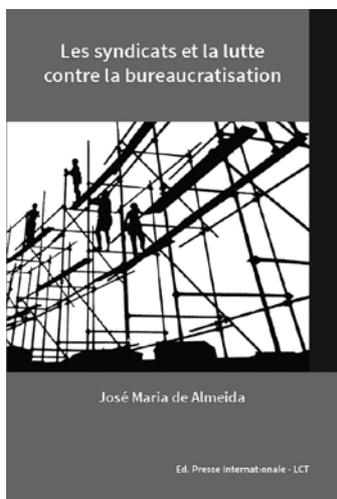
Comment alors éviter la bureaucratisation ?

Y a-t-il un vaccin contre elle ? Malheureusement, non. Comme nous l'avons dit précédemment, la bureaucratisation n'émane pas de l'individu, mais des privilèges offerts par l'appareil syndical. La lutte contre la bureaucratie doit donc d'abord être une lutte contre ces privilèges et pour le contrôle de la base sur les dirigeants. Deuxièmement, c'est une lutte pour engager la base dans le syndicat, pour la faire participer, manifester ses opinions, contrôler, suggérer et critiquer. Troisièmement, la lutte contre la bureaucratisation est un combat pour la rééducation de la classe et de ses dirigeants, sur la base des bonnes vieilles valeurs politiques et morales abandonnées par la bureaucratie : la haine de classe, la solidarité internationale, l'indépendance par rapport à tous les gouvernements et entreprises et la lutte contre l'oppression et l'exploitation. Enfin, la lutte contre la bureaucratie est impossible sans la politisation de l'activité syndicale. Les syndicats doivent brandir activement les bannières politiques de classe, de la plus modeste à l'historique : le socialisme. Dans les conseils d'administration des organismes doivent participer démocratiquement les représentants de tous les courants des partis, ainsi que ceux qui n'ont pas de parti.

Aucune de ces mesures ne résout à elle seule le problème, mais elles sont toutes absolument nécessaires. Elles font partie d'une lutte qui doit commencer maintenant, mais qui n'a pas d'échéance pour sa fin. [...]

* Extraits d'un article publié par le PSTU, la section brésilienne de la LIT-QI (www.pstu.org.br/node/9047)

Pour un plan d'action conséquent, discuté et décidé à la base, dans des assemblées, sur les lieux de travail !
Pour le non-paiement de la dette !
Pour l'augmentation des salaires !
Pour la diminution du temps du travail avec embauche compensatoire !



Cette brochure - écrite par José Maria de Almeida, dirigeant de Conlutas (Brésil) est disponible auprès de nos militants, et sur notre site, www.lct-cwb.be onglet *Théorie*

NON à l'austérité dans le secteur de la santé !

Quels sont les impacts de la politique d'austérité dans ton secteur ?

Il est clair que nos hôpitaux font aujourd'hui face à de sérieux problèmes et carences. La politique néolibérale appliquée férocement ces dernières décennies y a laissé des traces très profondes. Les mesures d'économies et la politique d'austérité appliquée les yeux fermés par l'ensemble des partis traditionnels ont sérieusement mis à mal les soins de santé et continuent de les pousser dans une situation catastrophique. Les problèmes récurrents auxquels nous sommes confrontés sont le plus souvent dus à un manque flagrant de moyens investis pour notre santé.

Cette politique austéraitaire aveugle ne fait qu'aggraver le manque aigu de personnel dans l'ensemble des institutions

hospitalières, qu'elles soient publiques ou privées. Il n'est dès lors pas étonnant que le nombre d'heures supplémentaires prestées par le personnel soit en pleine explosion. Ce sont de nombreux équivalents temps plein inexistantes qui doivent être assumés par un personnel déjà épuisé. Cela entraîne des situations où la pression au travail devient ingérable avec des conséquences telles qu'une explosion des burnouts, une qualité des soins dégradée...

On peut rajouter à cela l'expansion des contrats précaires (CDD, intérim, articles 60...) et les salaires de misère qui sont devenus la norme. Lors d'une de nos dernières actions, un travailleur du réseau IRIS (Interhospitalière Régionale des Infrastructures de Soins, structure regroupant les neuf hôpitaux publics de Bruxelles) arborait une pan-

Un entretien avec Karim, militant socialiste révolutionnaire (PSL) et délégué syndical CGSP dans un hôpital public bruxellois. Il y travaille depuis une dizaine d'années et il a commencé à s'impliquer syndicalement dès le début de sa carrière.

carte : « Comment puis-je nourrir ma famille aujourd'hui avec 1.100 euros ? »

Pour une partie de plus en plus importante des travailleurs du secteur, il est inacceptable que cette situation continue. C'est notre santé, celle de nos parents, de nos enfants, qui est en jeu. Nous exigeons donc de la direction de nos syndicats un plan d'action réfléchi et mobilisateur. Il faut chercher à construire patiemment un rapport de force pour obtenir des moyens supplémentaires et arrêter la destruction de nos soins de santé. Et si certains nous disent qu'il n'y a pas d'argent, nous leur répondrons qu'il suffit d'aller jeter un coup d'œil dans la poche des bénéficiaires des intérêts notionnels ou d'autres cadeaux fiscaux offerts gracieusement aux patrons ces dernières années.



Avez-vous participé aux grèves ? Comment cela s'est-il passé à l'hôpital ?

Nous avons bien évidemment participé aux différentes mobilisations du plan d'action syndical de ces derniers mois contre les mesures antisociales du gouvernement. A côté des nombreux problèmes auxquels font face les travailleurs en interne, nous essayons systématiquement de faire le lien avec la politique que nous imposent le gouvernement et les patrons.

Nous appelons donc les travailleurs de notre hôpital à suivre massivement les mots d'ordre de grève afin de renforcer le rapport de force du monde du travail. Maintenant, ceci étant dit, il est certainement plus difficile de mobiliser au sein d'une institution hospitalière compte tenu du très fort chantage moral qu'il existe envers le personnel soignant. On connaît tous aujourd'hui la propagande systématique sur le fait que les grévistes sont selon nos dirigeants des preneurs d'otages. Imaginez un peu ce qu'il peut exister sur nos lieux de travail connaissant la nature de notre travail. Selon nos directions ou certains responsables, le fait d'exercer son droit de grève revient à prendre les patients en otage. Maintenant, soyons clairs, et c'est ce que nous expliquons systématiquement, ce sont les politiques antisociales de notre gouvernement et de nos directions qui prennent les patients en otage en n'offrant pas la possibilité de fournir des soins de qualité. Soit, il existe effectivement un fossé idéologique entre la colère existant parmi le personnel et la compréhension d'une nécessaire réaction unifiée afin de contrer cette politique qui nous pousse droit dans le mur.

Peux-tu nous expliquer comment se sont passées l'action et votre victoire pour le maintien de l'emploi d'un collègue brancardier ?

Dans ce contexte de manque profond de personnel pour assurer nos

missions de service public, avec la délégation CGSP, nous avons discuté un maximum au sein de l'équipe de brancardage pour dénoncer les tentatives de nous faire croire que notre effectif ne pouvait pas être maintenu compte tenu du contexte socio-économique.

Nous avons, depuis plusieurs années, organisé des AG régulières pour discuter et mobiliser les travailleurs sur différentes thématiques liées au fonctionnement de l'équipe, ou plus largement certaines fois. Ce type d'assemblées a pu être un pré-requis qui a permis de

travail avec un plan discuté et élaboré démocratiquement. Ceux-ci étant très bien suivis, nous avons pu imposer à la direction notre point de vue et l'avons forcée à réengager le poste qu'elle comptait supprimer.

La leçon pour les militants syndicaux de notre institution est que pour construire un rapport de force efficace, ce sont les travailleurs en assemblée qui doivent prendre les décisions quant à leurs revendications et sur la manière d'organiser la suite du combat. Il est clair que c'est cette même assemblée

Ce sont les travailleurs en assemblée qui doivent prendre les décisions quant à leurs revendications et sur la manière d'organiser la suite du combat.

construire peu à peu la possibilité d'en arriver à une telle participation lors des arrêts de travail que nous avons organisé pour maintenir notre effectif. Nous avons écrit un tract pour expliquer notre combat aux autres catégories de personnel et avons décrété des arrêts de

qui doit décider aussi de l'attitude à adopter concernant les résultats des négociations. Nous pensons que c'est seulement ainsi que l'on peut reconstruire la confiance entre les travailleurs et leurs organisations syndicales. Nous pensons que c'est aussi de cette manière que l'on sera

capable de maintenir la pression dans le temps si les autorités essayent à nouveau de dégrader nos conditions de travail. ■

1 Voir <http://cgspacodbrugmann.blogspot.be/>



BM&S

Travail en sous-traitance : la SNCB est responsable

Les nettoyeurs de train de la société sous-traitante BM&S ont mis fin à leur grève fin décembre sur base d'un protocole d'accord avec leur patron. Le constat, un mois après la reprise du travail, est déplorable et peut donner l'impression d'un retour à la case départ... mais leur détermination à lutter pour un emploi digne reste intacte, voire renforcée. Qu'en est-il aujourd'hui ?*



Petit rappel sur la grève

Les 14 ouvriers, tous affiliés à la Centrale Générale (FGTB), ont décidé de partir au combat ensemble et sont restés soudés et déterminés pendant une grève historiquement longue. Nous ne revenons pas ici sur les détails de leur lutte, mais face au licenciement de deux délégués notamment, nous estimons que la FGTB aurait pu les soutenir beaucoup plus sérieusement. Et si la CGSP-Cheminots a été fort impliquée dans cette grève, en mettant notamment un compte en banque à disposition

des dons de solidarité, nous regrettons qu'elle n'ait pas joué un rôle de pointe dans la mobilisation des cheminots. Un plan d'action plus ample aurait pu éviter que les trains soient nettoyés sur d'autres sites de la SNCB, ce qui a affaibli l'impact de leur grève. Nous avons remarqué par contre l'appui parfois décisif qu'a eu le comité de soutien pour mener des actions concrètes.

Protocole bafoué et conditions de travail inquiétantes

Dans le protocole d'accord, leur patron s'engageait notamment à réintégrer

les deux délégués sur un autre site, jusque quand l'enquête de la SNCB prouve leur innocence dans les faits de corruption ; un CDD de 4 mois pour les trois intérimaires avec promesse de CDI s'ils obtiennent une évaluation positive, en les plaçant « temporairement » sur un autre chantier ; l'engagement de maximum deux autres personnes à Schaerbeek pour réintégrer finalement « en priorité » ces 5 grévistes à leur poste d'origine. Le 23 janvier les deux premiers se retrouvent sans travail, refoulés des sites de Louvain et d'Anvers par la SNCB même sous prétexte qu'ils ne

parlent pas le néerlandais, et l'enquête interne de la SNCB n'est toujours pas rendue publique ; les trois suivants, envoyés sur le site de Hasselt début janvier, mais ont exigé bien légitimement une traduction de leur contrat en français avant de le signer, ce qu'ils n'ont jamais obtenu. Entretemps, le patron de BM&S a engagé 8 nouveaux travailleurs précaires sur le site de Schaerbeek, en les mettant en garde de leur collègues ex-grévistes et en s'assurant qu'ils soient tous bien affiliés à un autre syndicat : la CSC.

Autre constat : les conditions de travail se sont très fortement dégradées. D'une part le rythme de travail a augmenté, passant de 8 à 10 trains par jour, avec une pression accrue sur les travailleurs les obligeant même à bâcler le travail, ce à quoi les nouveaux cèdent plus facilement que les anciens grévistes. D'autre part, et en conséquence de cela, les anciens grévistes dénoncent une série de négligences des conditions de sécurité les plus élémentaires. Des nouveaux nettoyeurs sont envoyés dans les voies sans chaussures de sécurité, sans formation sur les dangers du travail dans les voies, au point de traverser des voies sans précaution et en aspergeant des trains au tuyau d'arrosage sous des caténaires de 3000 Volts sous-tension ! La SNCB aurait pris des mesures de contrôles suite à une interpellation syndicale sur ces faits inacceptables, mais il est clair que la situation sur le terrain est loin d'être réglée... Si chacun veut éviter de graves accidents, ce combat pour des conditions de travail acceptables doit



unir tous les travailleurs, qu'ils soient du privé ou cheminots.

Tous ensemble pour un vrai service public

L'administrateur de la SNCB, Jo Cornu, a toujours refusé de reconnaître une quelconque responsabilité sur les conditions de travail imposées par une « autre » société. Il rejette aussi toute remise en question de la privatisation de cette activité, autrefois réalisée par des cheminots statutaires. C'est pourtant la direction de la SNCB qui, en cherchant à faire des économies et en signant un contrat avec le sous-traitant au prix de rabais, ne peut pas ignorer les conséquences sociales et impose de fait des conditions de travail inacceptable sur le terrain.

Le combat des nettoyeurs du privé est aussi celui des cheminots (et des usagers qui se plaignent à juste titre de

la saleté des trains). Chaque année dans le chemin de fer plus de 1000 emplois statutaires sont perdus ; et les mesures d'économie du nouveau gouvernement vont accélérer ce déficit. La sous-traitance et le transfert d'activités dans les mains de filiales s'accroissent... Le statut de cheminot est dans le collimateur et les conditions de travail précaire deviendraient la norme. C'est pourquoi nous pensons qu'il est primordial que les cheminots, et leurs syndicats, soient la locomotive du combat et organisent le rapport de force unitaire pour exiger un statut de cheminot pour tous les travailleurs du rail. Ce n'est pas nos arguments qui convaincront les CEO, mais seule la lutte qui peut les faire plier. ■

* Retrouvez plus d'information sur leur grève et nos analyses dans nos numéros précédents de Presse Internationale, disponible sur notre site, www.lct-cwb.be / Notre presse

**Pour le respect du protocole d'accord avec BM&S !
Pour la défense d'un vrai service public !
Unité de tous les travailleurs du rail,
pour la défense de l'emploi et un statut pour tous !**

Le phénomène *Podemos* est-il « progressiste » ?

Le fait que le parti *Podemos*, en Espagne, et la coalition *Syriza*, en Grèce, pourraient gagner les élections dans leur pays, et de ce fait arriver au gouvernement, a été amplement relayé dans la presse internationale ces dernières semaines.¹

La nouvelle n'a fait qu'accentuer le caractère de « stars » que ces courants politiques ont actuellement dans la gauche mondiale. C'est le cas, en particulier, pour *Podemos*. Cette sympathie s'explique par l'image de *Podemos* en tant que « le nouveaux, contre le vieux », et plus précisément, en tant qu'« héritier des *Indignados* » (ainsi que du dénommé *Mouvement 15M*), le grand processus de mobilisation populaire qui secoua l'Espagne en 2011 et 2012 et fut connu dans le monde entier.

Mais qu'en est-il ?

Indignados : un processus très progressiste

Le mouvement des *Indignados* était un processus très progressiste dans son ensemble pour plusieurs raisons. Tout d'abord, il s'est construit sur la mobilisation des masses, qui était le centre de son action. Deuxièmement, il avançait un programme correct de revendications populaires. Troisièmement, cela représentait – bien que de façon un peu confuse – une forte dénonciation du régime monarchique qui domine l'Espagne et des liens de ce régime avec le pouvoir économique. Il entraînait en fait en conflit avec les institutions bourgeoises.

Il y avait aussi un élément contradictoire. D'une part, très positif, il revendiquait la « démocratie de masses » face aux appareils bureaucratiques ; mais d'autre part, cela accompagnait l'illusion qu'il suffisait de « radicaliser la démocratie » à travers des assemblées populaires pour affronter le pouvoir et changer les choses.

Et le mouvement avait finalement aussi un aspect franchement négatif : il confondait les appareils syndicaux avec la classe ouvrière ; il refusait d'intégrer les travailleurs organisés (la force sociale centrale d'une lutte contre le pouvoir politique et économique de la bourgeoisie) ; et il revendiquait la construction d'un mouvement collectif

composé exclusivement de « citoyens individuels » plutôt que de secteurs sociaux.

Podemos : un phénomène progressiste ou régressif ?

Podemos est à l'opposé des *Indignados*, bien que les deux mouvements aient une base sociale similaire. C'est un parti qui cherche à « apprivoi-

bourgeois. Et ce sont finalement les aspects les plus négatifs des *Indignados* – tels que la revendication du « citoyen individuel » plutôt que de la classe ouvrière en tant que force organisée – qui prennent le dessus.

Nous disons donc que la proposition de *Podemos* est « régressive », et non « réformatrice progressiste ». Il faut différencier la radicalisation, manifestée par la croissance du soutien électoral à

Podemos (un phénomène progressiste), de la politique totalement négative de ce parti qui vise à assimiler cette radicalisation au système.

Le soutien des grands médias de diffusion

La croissance de l'influence électorale de *Podemos* a pu bénéficier du soutien des grands médias de



diffusion de la bourgeoisie. Un soutien important est celui de *Display Connectors SL*, dont l'actionnaire majoritaire est le Catalan Toni Casis. Cette société gère plus de cent journaux dans le monde entier, dont *The Independent* (Royaume-Uni), *La Stampa* (Italie), *Clarín* (Argentine), *El Comercio* (Pérou), *O Estado de São Paulo* (Brésil), *La Gazzetta dello Sport* (Italie), *Metro International* y *Público* (Espagne), *Daily Mirror* (Royaume-Uni), etc.

ser » la colère de la base sociale et à la stériliser au sein des institutions bourgeoises. *Podemos* anéantit les aspects les plus positifs du mouvement des *Indignados* – tels que sa proposition de mobilisation et de lutte de masses et son programme de revendications – et les transforme en une proposition visant à « démocratiser » les institutions impérialistes.

Ce mouvement est d'ailleurs basé sur l'illusion de la « radicalisation de la démocratie », au point de proposer que cette « radicalisation » puisse avoir lieu par la voie sans issue des élections

L'élimination de la démocratie interne

D'autre part, la direction de *Podemos*, avec Pablo Iglesias à la tête, est en train de liquider la démocratie interne du parti. C'est ce que dénonce un article publié sur le site de *Izquierda Anticapitalista*, une organisation (membre de l'organisation internationale connue sous le nom de Secrétariat unifié de la Quatrième Internationale – SU) qui a fait la promotion de *Podemos* depuis la fondation de ce mouvement.

L'article (écrit par un militant de Madrid, un travailleur de la santé) indique que « Pablo Iglesias (PI) a nommé personnellement les 62 membres qui composent maintenant le CC, et les 10 de la Commission de Garanties », et qu'il est en train de choisir arbitrairement les secrétaires généraux régionaux et plusieurs candidatures. L'auteur y ajoute que « les vraies décisions se prennent en haut et s'exécutent en bas », et que ce manque de démocratie se manifeste dans « un programme en voie d'adaptation à la logique des marchés, "réaliste et pragmatique" selon PI ».²

Le programme de *Podemos* est-il « réformiste » ou pro-impérialiste ?

Un élément central pour définir le caractère d'une organisation politique est l'analyse de son programme, à savoir, les mesures qu'elle a l'intention d'appliquer si elle accède au gouvernement.

Une analyse du programme de *Podemos* montre qu'il est en fait profondément pro-impérialiste. Le point 1.3 s'intitule *Conversion de la BCE en une institution démocratique pour le développement économique des pays*. Au point 4.1 (Promotion de la participation) est proposée la « création d'un Commissariat de Participation à la Commission européenne, proposé et élu par le Parlement européen... » Au point 5.1 (Abrogation du traité de Lisbonne) est avancée la « refondation des institutions de l'UE ».³

En d'autres termes, la politique de *Podemos* est la « démocratisation » de l'UE et de la BCE. Il faut se rappeler que l'UE (et ses institutions) et la BCE se trouvent au cœur de la structure politique et financière montée par les pays impérialistes d'Europe (Allemagne

en tête), visant à attaquer l'ensemble des conquêtes des travailleurs et des masses européennes et à exploiter les pays membres les plus faibles.

Ajoutons à cela le fait que l'UE et la BCE forment, avec le FMI, la « troïka » qui impose et contrôle les féroces plans d'ajustement en Espagne et en Grèce. Il ne manque plus à *Podemos* que de demander la « démocratisation » du FMI pour que son programme s'ordonne autour d'une « troïka démocratisée ». Il n'y a aucune possibilité de « démocratiser » ou de « réformer » ces outils impérialistes. Ils sont et seront toujours des armes contre les travailleurs et les masses.



Ce n'est pas par hasard que le *Financial Times* (porte-parole de la bourgeoisie financière impérialiste de Grande-Bretagne) fait l'éloge de la proposition de *Podemos* dans l'article *La gauche radicale a raison au sujet de la dette européenne*, dans lequel il indique que le programme de *Podemos* lui paraît « une approche cohérente pour gérer le risque économique postérieur à la crise ».⁴

Alors que les masses espagnoles et grecques se battent durement contre les plans imposés par la « troïka » et arrivent de plus en plus à la conclusion qu'il faut rompre avec l'UE, *Podemos* et *Syriza* en arrivent à tenter, depuis la « gauche », de sauver les institutions réactionnaires impérialistes, et à créer l'illusion que ces dernières peuvent être « démocratisées ».

Cette lamentable politique – de la part d'organisations qui se disent « de gauche » – ne fait qu'apporter de l'eau au moulin de l'extrême droite et même des organisations fascistes européennes (telles qu'Aube dorée en Grèce, le Front national français et l'UKIP britannique), qui reprennent la bannière de la rupture avec l'UE pour gagner une influence de masses.

D'autres choses présentes et omises dans les propositions de *Podemos*

Concernant la dette espagnole envers l'UE et les banques étrangères, le mot d'ordre des *Indignados* était : « Nous

ne pouvons pas payer, nous ne payons pas ». *Podemos* eut initialement une proposition progressiste : audit de la dette, moratoire sur son paiement jusqu'à ce que cette révision ait été faite, et non-paiement de la dette illégitime. Par la suite, la direction nommée d'office par Pablo Iglesias a clairement viré à droite et sa proposition actuelle est essentiellement la renégociation de la dette et la continuité des paiements. Bien sûr, en « démocratisant la BCE » !

Un autre grave problème du peuple espagnol est celui des familles qui ne peuvent plus payer les hypothèques de leur maison. Il y a plus de 140 délogements par jour avec ce motif ; et en outre, la législation espagnole impose à la famille de continuer à payer la dette, même si elle a perdu le logement, ce qui aggrave encore la situation. Le mouvement qui lutte contre cette réalité

revendique l'annulation de la dette si le logement est perdu, et un logement social (à des prix abordables) pour les personnes sans logement. *Podemos* se limite à proposer la « renégociation » de la dette avec les banques.

Enfin, il est impossible de savoir ce que *Podemos* pense sur des questions aussi importantes que le salaire minimum (actuellement de 640 euros, bien en deçà des besoins d'une famille) ou les pensions (encore plus basses). Bien que la presse leur ait demandé à plusieurs reprises de proposer un montant pour ces questions, la réponse n'a jamais été donnée. Et, comme le dit l'adage, « qui ne dit mot, consent ».

Quelle doit être la politique des révolutionnaires ?

De grands mouvements ont souvent émergé dans l'histoire récente qui influencent et impressionnent les travailleurs et les masses, ce qui a souvent posé également la question pour les révolutionnaires de définir leur politique face à eux.

Pour nous, la première étape pour avancer une politique à l'égard de ces processus est de définir leur caractérisation et leur signe. Comme nous l'avons vu, il y a un débat en cours au sein de la gauche sur le sens de *Podemos*, un débat qui doit continuer et s'approfondir.

En Espagne, les exigences ouvrières et populaires sont toujours présentes dans la rue, comme le montrent les mobilisations massives du 22 mars et, plus récemment, du 29 novembre, convoquées par la *Marche de la Dignité* (pour le pain, le travail et un toit). Les efforts pour que ces exigences soient obtenues et que les luttes aient une expression politique représentent une tâche très importante, mais ce ne sera pas fait via *Podemos* : cette organisation et son programme ne représentent pas un véritable « changement » ; ce sont les

recettes de la vieille social-démocratie, mais maintenant au beau milieu de la crise économique la plus brutale du capitalisme. La seule solution progressiste à la crise espagnole, européenne et mondiale doit venir de la lutte de la classe ouvrière, dirigeant les masses populaires. Tout le reste est pure illusion. Le pari sur Pablo Iglesias ne fera que donner un autre Felipe González, corrigé en pire.

La politique des révolutionnaires envers *Podemos* doit passer aujourd'hui par le combat politique le plus dur ; le besoin le plus pressant des masses dans le monde étant de construire une direction qui puisse se mettre à la tête de leurs luttes et les impulser.

Une partie essentielle de la réponse à cette nécessité est la construction de partis révolutionnaires dans chaque pays, comme parties d'une organisation internationale révolutionnaire, et pas celle d'une nouvelle alternative

électorale trompeuse qui se limite à répéter le programme pro-impérialiste de la vieille social-démocratie européenne.

Comme disait Lénine, nous devons

« expliquer patiemment » notre position aux travailleurs et aux masses qui sympathisent avec *Podemos* en ce moment, « sans crainte de rester en minorité », pendant que ces secteurs font leur expérience. C'est la seule façon de construire une alternative révolutionnaire. ■

1 Cet article est une version légèrement abrégée d'un texte d'Alejandro Iturbe, publié par *Corriente Roja* le 26.12.2014. On trouvera le texte en entier sur notre site, www.lct-cwb.be, onglet Europe / Espagne.

2 Voir www.anticapitalistas.org/spip.php?article30170

3 Voir <http://podemos.info/wordpress/wp-content/uploads/2014/05/Programa-Podemos.pdf>

4 Voir <http://www.elmundo.es/espana/2014/11/24/54732110ca47410f1b8b4579.html>

Tout Autre Chose

Quelques jours avant la grève générale du 15 décembre, nous apprenions la naissance du mouvement francophone *Tout Autre Chose*. Organisation sœur de *Hart boven Hard* (Le cœur, pas la rigueur), apparue en Flandre au lendemain de la formation du gouvernement actuel (octobre 2014). *Tout Autre Chose* a rapidement fait parler de lui et compte aujourd'hui plus de 10 000 signataires.

Le manifeste commence par dénoncer, en termes généraux, l'actuelle politique du gouvernement : « *Les idées de solidarité, de consensus et de concertation sont remises en question. Le seul horizon qui nous est désormais imposé est celui de l'austérité.* »

Sur la proposition pour lutter contre cette politique, il continue ainsi : « ... nous appelons chacun à signer ce manifeste et, plus encore, à agir avec nous pour inventer et construire ensemble une société tout autre, qui retrouve le chemin de la solidarité ! C'est maintenant qu'il faut ouvrir un débat reliant tous les secteurs malmenés et fédérer les innombrables innovations locales. » L'appel remet donc en question la politique d'austérité et l'absence de concertation. Les « citoyens » sont appelés d'une part à signer par internet le manifeste, et d'autre part à organiser des débats et des actions locales dans le cadre de « balises » (une société juste, démocratique, écologique, etc.).

Ce programme très large s'adresse clairement, tant dans ses propositions que dans ses moyens d'action, à une classe moyenne non organisée et fort malmenée par les politiques d'austérité. Mais s'il veut réellement être efficace, le mouvement devra préciser ses propositions et avancer dans une certaine centralisation, sous peine de se transformer en une simple plate-forme d'initiatives les plus diverses, sans action unitaire réelle.

Et surtout, dans le cadre de la situation belge actuelle, c'est dans sa faculté à se lier aux luttes et aux revendications des travailleurs organisés que l'avenir de ce mouvement va se jouer.

L'UE, la BCE, le FMI : Il n'y a aucune possibilité de « démocratiser » ou de « réformer » ces outils impérialistes.

Ils sont et seront toujours des armes contre les travailleurs et les masses.

Syriza canalise un énorme rejet populaire aux attaques de la troïka européenne

Le parti Syriza est sorti largement victorieux des élections grecques, bien au-delà de ce que prévoyaient les enquêtes.

Le parti *Nouvelle Démocratie* (ND) de l'actuel premier ministre Andonis Samaras – le principal exécutant des attaques économiques très dures contre la population, exigées par la troïka (UE, BCE, FMI) en échange de deux « sauvetages » de 240 milliards d'euros – a été le grand perdant.

Une nouvelle étape s'ouvre maintenant, avec de nouveaux acteurs politiques. Les urnes ont asséné un coup dur aux partis traditionnels : ND, ainsi que le parti social-démocrate Pasok qui, après avoir été au premier rang de la politique grecque pendant quatre décennies, a été réduit à 4,6 % des voix (13 sièges).

Le résultat des élections représente une victoire politique spectaculaire du peuple travailleur grec.

Le vote de millions de Grecs pour Syriza fut essentiellement un moyen de punir les partis et les dirigeants qui ont détruit le pays pendant les six dernières années, au service de la troïka et du capital financier allemand. Il signifie un rejet légitime d'une situation économique désastreuse, marquée par la perte de 25 % du PIB en cinq ans ; le chômage d'un quart de la population et plus de la moitié de la jeunesse ; un tiers de la population dans la pauvreté ; une dette extérieure colossale, qui représente 177 % du PIB, que la majorité des analystes considère comme impossible à payer, et qui ne cesse de croître, malgré les « ajustements » de plus en plus durs, imposés au peuple grec par les gouvernements serviles.¹

Le vote pour Syriza doit être interprété comme un « *ça suffit !* » aux « plans d'austérité » et à ses partis que – tout le monde le sait – la classe ouvrière et le peuple pauvre grecs ont combattus depuis les premières mesures. Ils ont mené plus de 30 grèves générales et d'innombrables autres luttes depuis le début de la crise capitaliste et la « guerre sociale »



qui s'en est suivie – mise en œuvre par la troïka contre les peuples européens.

C'est pourquoi la campagne de Samaras qui a brandi le dilemme entre le vote pour lui ou le chaos – insistant sur la peur, pour ne pas dire la terreur – a été un échec. Après six années d'austérité, de chômage, de faim, de destruction des services publics, d'impôts gigantesques,² avec une augmentation de 45 % des suicides et des humiliations de toutes sortes, la majorité des gens ont compris que le « chaos » s'était installé depuis belle lurette et que la plus grande « peur » était que tout allait continuer comme avant.

C'est dans ce contexte que le discours de Tsipras – affirmant que « l'austérité n'était inscrite dans aucun traité européen » et promettant de « restaurer la dignité nationale » des Grecs – a été entendu. Syriza est apparu comme « le nouveau », dans lequel un peuple qui sent qu'il n'a plus rien à perdre a déposé son juste espoir.

La montée électorale fulgurante de Syriza – qui a augmenté son score de 5 % à 36 % entre 2009 et 2015 – s'explique, d'une part, par la dureté de la crise économique et les mesures draconiennes des gouvernements successifs, et d'autre part, par l'absence d'une alternative politique révolutionnaire jouissant d'une ample sympathie dans la classe ouvrière. Le résultat grec exprime en même temps un nouveau moment pour les partis soi-disant « anticapitalistes » et « à la gauche » de la social-démocratie traditionnelle et des partis conservateurs. C'est le cas de *Podemos* en Espagne, qui pourrait capitaliser électoralement une situation économique et un mécontentement social similaires dans son pays.

Qu'en sera-t-il du gouvernement de Syriza ?

Nous comprenons la joie que ressent en ce moment, à juste titre, la majorité du peuple grec. Ce sentiment n'est autre que l'émotion d'une victoire obtenue contre Merkel et les créanciers de la troïka, avec la défaite de leurs candidats.

Mais la compréhension des illusions dans le nouveau gouvernement ne doit pas mener au soutien de ces mêmes

illusions. Comme nous l'avons dit dans une déclaration antérieure au cours de la campagne électorale, nous, la LIT-QI, nous comprenons qu'un vrai changement requiert que Syriza abandonne sa politique d'accords avec le capital financier et mette en œuvre un programme de rupture avec l'euro et la troïka. Pour nous, c'est la seule issue réaliste dont dispose le peuple grec pour surmonter la ruine dans laquelle il est plongé.

Dans sa campagne électorale, Tsipras s'est beaucoup occupé à rassurer les marchés et à se présenter comme

« L'Allemagne a toujours été le pays qui nous a le mieux compris.

Nous avons besoin d'elle. »

Yanis Varoufakis,
ministre de Finances grec

Le Soir, 6.2.2015

« Nous avons déjà proposé d'envoyer 500 fonctionnaires allemands en renfort à Athènes. Notre offre tient toujours. »

Wolfgang Schäuble,
ministre de Finances allemand

Le Soir, 6.2.2015

« fiable » pour l'Europe et le capital. Il a réaffirmé que son objectif est tout au plus de « renégocier » les délais et les intérêts de la dette qui étrangle l'économie. Le vainqueur des élections propose d'annuler une partie de la dette nominale et d'« honorer » le reste selon la croissance du pays. Cela veut dire que la proposition de Syriza est que le peuple grec continue de payer la dette aux banquiers allemands et à la troïka.

En conformité avec ce scénario, les premiers pas de Syriza vont dans le sens opposé des aspirations populaires. Dès l'annonce du résultat des élections, il a fait connaître l'accord pour former un gouvernement avec le parti *Grecs Indépendants* (ANEL, qui a remporté 4,7 % des voix et 13 députés),

une formation bourgeoise contraire à l'« austérité », mais avec un programme nationaliste de droite et un discours anti-immigration.³ ANEL est dirigé par un va-t-en-guerre comme Kammenos, issu du parti *Nouvelle Démocratie*, très proche de l'Eglise orthodoxe, avec un programme conservateur réactionnaire. Et l'alliance avec lui **préfigure un cours contraire aux attentes d'un véritable changement social.**

Les réseaux sociaux ont déjà diffusé plusieurs plaintes de la part de militants pour la légalisation du mariage homosexuel ou du mouvement LGBT qui craignent que Syriza ne range leurs demandes au placard afin de conserver l'alliance avec la droite.

Un autre fait est que, quelques heures après la victoire électorale, un personnage important de Syriza, le député Yanis Varoufakis, possible nouveau ministre des Finances, a déclaré qu'il y avait « un peu de pose de notre côté »,

et que « *le Grexit* [la sortie de la Grèce de l'euro] n'était pas à l'ordre du jour : nous n'irons pas à Bruxelles ou à Francfort avec une approche conflictuelle ». ⁴ Il a dit que ce qu'ils chercheront, c'est « *la connexion de nos paiements avec la croissance* », ce qu'il considère comme « positif » pour les deux parties.

Reste à voir la position qu'assumera la troïka face au triomphe de Syriza. Le deuxième programme d'ajustements se termine le 28 février, le délai dont dispose le nouveau gouvernement pour solliciter

le dernier tronçon de cette « aide », correspondant à 1,8 milliard d'euros. Que fera Syriza ? De quelle marge dispose-t-elle, ne fût-ce que pour cette fameuse « restructuration » ? La réalité nous dira ce qu'il en est.

Pour l'instant, la directrice du FMI, Christine Lagarde, a déclaré dans une interview publiée ce lundi dans *Le Monde*, qu'« *il y a des règles internes à suivre dans la zone euro* » et que « *nous ne pouvons pas créer des catégories spéciales pour certains pays* ». ⁵

Le président de la Bundesbank, Jens Weidmann, a également averti que le pays hellénique « *ne peut pas se passer*



du soutien d'un programme d'aide, et qu'un programme de ce type ne peut avoir lieu que lorsque les accords sont respectés ».

Cependant, il y a des secteurs qui soutiennent la nécessité de « restructurer » les délais afin de ne pas forcer la situation politique et d'assurer la continuité du pillage sans un remue-ménage inutile.

En ce sens, il y a les déclarations du président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker : il y a un mois, il a affirmé à Bruxelles qu'il « n'aime pas de nouveaux visages », mais ce lundi, il a chaleureusement félicité Tsipras pour son « succès » électoral et il a offert l'aide de l'exécutif de l'UE pour parvenir à « une croissance durable » et « une crédibilité budgétaire ».

De même, le président français, François Hollande, était lundi le premier dirigeant européen à féliciter Tsipras, à qui il a offert son soutien pour « retrouver l'Europe ». *ver l'ne chemin de la stabilité, la croissance et l'esprit de solidarité qui unit les*

Il est important de souligner ici, au-delà des fluctuations possibles dans ces négociations de cabinet, que le chemin de la permanence dans les moules de l'UE et du paiement « renégocié » à la troïka n'a rien à voir avec les espoirs de changement que la majorité du peuple a déposés dans Syriza. Au contraire, cela ne peut apporter que la déception dans de nombreux secteurs qui voient actuellement Syriza comme une alternative pour améliorer leurs conditions de vie.

Notre seule confiance reposera sur la lutte des travailleurs et du peuple grec.

Avec l'arrivée de Tsipras et de Syriza au gouvernement, la gauche révolutionnaire grecque et la gauche mondiale doivent choisir : soutenir politiquement ce gouvernement et faire la propagande des illusions posées en lui, ou continuer la lutte pour le maintien de l'indépendance politique et la mobilisation permanente de la classe ouvrière, comme seule garantie de changement social.

La première option exige d'assurer au nouveau gouvernement la paix sociale. Pour la seconde, il faut maintenir une vigilance constante, déposer l'espoir de

changement uniquement dans la lutte ouvrière et populaire, et exiger à partir de cela au nouveau gouvernement **un plan de sauvetage des travailleurs et du peuple** : un plan qui leur restitue l'emploi, des salaires décents, l'éducation et la santé publique et de qualité, une pension avec laquelle les gens peuvent vivre, et la garantie du droit au logement. La défense de la souveraineté nationale implique d'exiger au nouveau gouvernement la récupération des ressources économiques et financières ; la récupération-nationalisation de toutes les entreprises privatisées ; l'expropriation sans indemnisation des industries et des entreprises, sous contrôle ouvrier ; avec la nationalisation des banques, incontournable pour l'application d'un plan d'urgence sociale.

La campagne électorale est terminée ; le gouvernement de Tsipras doit maintenant choisir entre l'application d'un plan de sauvetage des travailleurs et du peuple ou le paiement de la dette aux banquiers et aux spéculateurs. Ou avec les travailleurs et le peuple grec, ou avec la troïka. C'est ça le dilemme que ni les phrases ingénieuses ni les « importantes lacunes » ne peuvent contourner.

Il s'agit, en substance, d'exiger ce qui a motivé la mobilisation des travailleurs et du peuple grec au cours des dernières années, y compris 30 grèves générales ; il s'agit d'exiger ce qui a motivé leur vote : un véritable changement social.

La campagne électorale, les pirouettes « pragmatiques » à répétition de la direction de Syriza et les premiers pas dans la formation du gouvernement avec la droite suggèrent que le gouvernement de Tsipras ne sera pas un gouvernement qui sert les intérêts de la classe ouvrière et du peuple pauvre de la Grèce.

Par conséquent, la LIT-QI – avec respect pour les illusions des travailleurs et du peuple grec, et avec la joie partagée pour s'être débarrassé des voleurs et des despotes de tous les jours – ne dépose pas la moindre confiance politique dans le nouveau gouvernement. Notre confiance et nos espoirs seront toujours

déposés dans la lutte des travailleurs et du peuple grec pour les mêmes exigences qui l'ont motivée au cours des années.

D'autres exemples historiques ont démontré que l'abandon des espoirs de changement exprimés dans ces élections, de pair avec la continuité d'une crise économique et sociale brutale comme celle de la Grèce, revient à ouvrir la voie à des partis carrément fascistes comme Aube Dorée – arrivé à la troisième place dans ces élections, avec 6,2 % des voix et 17 sièges –, qui défendent un programme de rupture avec l'euro et la troïka, mais le font dans une perspective xénophobe, ultranationaliste et d'extrême droite.

La grande tâche consiste donc à travailler pour l'organisation et l'indépendance politique de la classe ouvrière, en ayant confiance uniquement dans ses propres forces, dans l'énorme capacité de mobilisation dont le peuple grec a fait preuve au cours des dernières années. C'est dans ce contexte qu'il faut construire une organisation révolutionnaire dans le pays.

Etant donné que la catastrophe sociale ne donne aucun jour de répit, la classe ouvrière et la gauche révolutionnaire grecque ne doivent donner au nouveau gouvernement ni cent jours de grâce, ni même un seul jour ; ils doivent exiger de lui ce qui a motivé le vote pour lui. Nous voulons le changement social, nous voulons l'application en Grèce du seul plan de sauvetage qui fait défaut : celui des travailleurs et du peuple. ■

Secrétariat International – LIT-QI
27.01.2015

- 1 La dette grecque s'élève à 320 milliards, dont 240 milliards correspondent à des créanciers européens. Selon le dernier *eurobaromètre* de la Commission européenne, 38 % des analystes considèrent que la situation économique est arrivée à sa limite et ne peut plus empirer.
- 2 En 2013, les impôts représentaient près de 42 % du revenu d'une personne avec un salaire moyen.
- 3 <http://observador.pt/2015/01/26/gregos-independentes-quem-e-o-novo-parceiro-syriza/>
- 4 <http://noticias.uol.com.br/ultimas-noticias/efe/2015/01/26/syriza-diz-que-partido-nao-buscarao-confronto-e-descarta-saida-do-euro.htm>
- 5 <http://www.europapress.es/internacional/noticia-syriza-ganado-elecciones-y-ahora-20150126143632.html>

La grève du siècle

A l'occasion de l'importante vague de mobilisation qui a secoué la Belgique entre novembre et décembre, et qui a trouvé son apogée le 15 décembre avec la grève générale, est revenue dans les esprits la grève générale de l'hiver 1960-61, qui est entrée dans l'histoire du pays comme *la grève du siècle*. Certains n'ont pas hésité, dans leur enthousiasme, à comparer la grève du 15 à cette autre grève. Avant de comparer, rappelons quelques faits.*



Une grève générale spontanée...

Le 4 novembre 1959, un projet de loi – la « Loi Unique » –, avancé par le gouvernement Eyskens (du PSC,¹ en coalition avec les libéraux), attaque durement les acquis des travailleurs, avec, entre autres, l'augmentation de l'âge de la pension et du montant des cotisations dans les services publics,

des restrictions dans les allocations de chômage, le nivellement vers le bas de certains salaires, l'augmentation des impôts indirects (non proportionnels au revenu) et des « incitants » aux patrons pour les investissements. Décidément, alors comme aujourd'hui, les grands axes d'attaques de la bourgeoisie envers le monde du travail restent les mêmes.

Les travailleurs réagissent au quart de tour, sans attendre un mot d'ordre de la direction syndicale nationale. Le

12 décembre, les agents communaux de la CGSP décrètent une grève générale illimitée pour le 20 décembre, le jour où le gouvernement allait commencer la discussion de la Loi Unique au Parlement. Le 14 décembre, une immense manifestation à Liège exige le retrait de la loi. Le vendredi 16, le Comité National de la FGTB essaye de prendre en main la riposte, en décrétant une « *journée nationale d'action* » pour le 1er janvier 1961.

¹ Le Parti Social Chrétien, prédécesseur du CD&V/CdH, avant la scission communautaire

Mais les travailleurs n'ont pas autant de patience.

Le lundi 19 décembre, les travailleurs de Cockerill-Ougrée à Liège, en assemblée, s'insurgent contre la direction de la FGTB qui « évite de prendre ses responsabilités [...] en fixant la date de la lutte beaucoup trop tard ». Et ce même lundi, les travailleurs d'ACEC à Charleroi décident en assemblée de partir en grève le lendemain, rejoignant le mot d'ordre des agents communaux de la CGSP. Ils seront suivis par les travailleurs de la verrerie Gobbe, les employés communaux de Seraing... La grève s'étend ainsi dans toute la région. Le 20 décembre, les débrayages spontanés se multiplient aussi à Gand et à Anvers, où une manifestation et des arrêts de travail avaient déjà eu lieu.

Le 21 décembre, le secrétaire général de la FGTB et député socialiste d'Anvers, Louis Major, déclare que « La FGTB n'est pas pour la grève générale. Elle n'a donné aucun ordre dans ce sens. » Et un communiqué de la CSC « invite ses membres à ne pas participer à des grèves qui, visiblement, ont un caractère politique ». Mais le même jour, Major doit bien se rendre à l'évidence : il ne parvient pas à « contrôler ses troupes ». Dans une intervention à la Chambre des députés, il s'excuse : « Nous avons essayé, monsieur le Premier ministre, par tous les moyens, même avec l'aide des patrons, de limiter la grève à un secteur professionnel. » Et deux jours plus tard, le président national de la CSC, August Cool, déclare aussi au gouvernement : « Je ne tiens plus mes troupes en main. En dépit de mes consignes, les syndiqués chrétiens fraternisent de plus en plus avec leurs collègues socialistes. »

Le jeudi 22, le gouvernement lui-même constate que « la plupart des



arrêts de travail constatés depuis mardi paraissent révéler une agitation sociale désordonnée, déclenchée par des meneurs en marge de leurs organisations syndicales ».

... insurrectionnelle et révolutionnaire

Pour le gouvernement, le 24 décembre, « il est clair que cette grève présente de plus en plus un caractère révolutionnaire, voire insurrectionnel, qui pourrait compromettre le régime et l'unité du pays ». Cette appréciation de la bourgeoisie se confirme, au fur et à mesure que la grève se développe, et l'exigence d'un changement de gouvernement est omniprésente. D'autre part, les moyens mis en œuvre dans la lutte, avec les barricades, les affrontements contre la police et l'armée pour défendre les piquets, parfois des actes de sabotage² pour empêcher l'intervention de la répression, et un début d'auto-organisation de la classe dans les Comités de grève,³ soutiennent ce caractère révolutionnaire. Ces Comités commencent aussi à prendre parfois

en charge des tâches réservées à l'Etat, comme le contrôle du trafic routier ou l'approvisionnement en produits de première nécessité et l'ouverture des magasins.⁴

La bureaucratie syndicale essaye alors de reprendre le contrôle de la grève.

En vain. C'est bel et bien une grève générale spontanée insurrectionnelle et remettant en question le gouvernement qui se met en route.

Et toutes ces forces très combattives cherchent une direction...

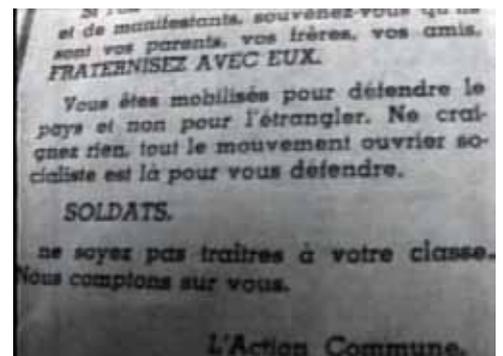
Une direction alternative s'impose et démobilise

Faute d'une orientation et des mots d'ordre clairs de la part de leur direction traditionnelle – que ce soit dans le PSB (Parti Socialiste Belge), le PC (parti Communiste), la FGTB où la CSC –, les travailleurs cherchent une direction alternative. Une aile gauche au sein de la



² On a comptabilisé 3750 sabotages, qui étaient aussi une riposte aux briseurs de grève. Voir D. Horman, 60-61 : *Vingt ans après la dernière grève générale*, dans *La Gauche*, 29.05.1980

³ Un mot d'ordre de *Coordination Nationale des Comités de grève* a circulé un certain moment, mais sans effet.



FGTB wallonne y répond avec la création, le 23 décembre, d'un *Comité de Coordination des Régionales Wallonnes de la FGTB* (CCRW) sous la direction d'André Renard.

Il faut savoir que Renard s'était profondément investi dans une politique de fédéralisme pour la Wallonie, et cette orientation marquera d'abord la limite de cette direction, et finalement sa trahison.

Tandis que le PSB, soutenu par le PC, essaye de canaliser le mécontentement vers le débat dans le Parlement, Renard publie, le 5 janvier 1961, le premier numéro de *Combat*, un « hebdomadaire wallon d'action socialiste ». Il essaye de détourner carrément la lutte contre la Loi Unique vers son objectif de fédéralisme pour la Wallonie. Et la grève s'esouffle peu à peu.

Eyskens, le Premier ministre, ne survivra pas à la confrontation. Mais c'est le PSB qui en profite : en avril 1961, il vient au secours des Catholiques pour remplacer les Libéraux dans le gouvernement et remettre le capitalisme sur les rails. Et il fera passer une loi antigrève, sur le « maintien de l'ordre ».

Renard, pour sa part, créera le *Mouvement Populaire Wallon* (MPW) qui, afin de ratisser large, ne se gêne pas d'accueillir, par exemple, comme président du MWP de Saint-Gilles, Jean-Pierre Paulus, un personnage qui, lors de la grève générale, avait adressé une lettre à la gendarmerie pour la féliciter de son intervention. Peu après, le MPW est expulsé du PSB, et il finit par atterrir dans le giron libéral.

Les limites de la comparaison

On le voit, la grève de 1960-61 fut impulsée par la base, et s'est faite en dépit de la bureaucratie. Par ses revendications et ses moyens d'action, elle avait un caractère révolutionnaire et insurrectionnel. La bureaucratie syndicale n'est pas parvenue à reprendre le contrôle de la lutte. Et la direction du mouvement qui s'est finalement imposée l'a mené dans une impasse.

D'autres grèves générales ont eu lieu après celle de 1960-61,⁴ toutes de 24 h,

mais elles affichaient rarement la solidarité du Front commun et l'unanimité chez les travailleurs, observées dans la grève du 15 décembre dernier. Et cette dernière a soulevé à juste titre l'enthousiasme des activistes.

Mais ceux qui la comparent à la grève de 1960-61 oublient cet avertissement de Trotsky : « Une grève générale, surtout dans les vieux pays capitalistes, exige un examen marxiste scrupuleux de toutes les circonstances concrètes. »

Et dans leur enthousiasme, ils laissent de côté un fait important : le plan de lutte et la grève générale ont été décrétés par la bureaucratie, *préventivement*. De plus, cette dernière n'a jamais perdu le contrôle. Le mouvement était dirigé contre les mesures d'austérité du gouvernement Michel. Mais il n'a pas réussi à faire reculer les mesures, la principale revendication des syndicats étant la « concertation sociale ». Une concertation qui a d'ailleurs repris au lendemain de la grève à la faveur de la trêve accordée par les syndicats au gouvernement.

Voici le commentaire de Trotsky, à l'occasion d'un cas similaire en France en 1935 : « La direction de la grève est arrivée d'avance, c'est-à-dire sans avoir combattu, à un accord avec l'ennemi de classe quant au déroulement et à l'issue de la grève. Les parlementaires et les dirigeants syndicaux sentent à un moment donné la nécessité de donner une issue à la colère accumulée dans les masses, ou bien sont tout simplement obligés de monter en marche dans le mouvement qui a éclaté par-dessus leurs propres têtes. Dans de tels cas, ils

⁴ Comme celle de 1993 contre le Plan global de Dehaene, ou celle de 2005 contre le Pacte de solidarité de Verhofstadt ou encore celle de 2012 à l'occasion d'un Sommet européen à Bruxelles

escaladent en toute hâte l'escalier de service pour rencontrer le gouvernement et obtenir sa permission de prendre la tête du mouvement de grève générale, avec l'engagement de leur part d'y mettre un terme aussi rapidement que possible et sans dommage pour la faïence de l'Etat. »

Ainsi, déjà au temps de Trotsky, une grève générale peut très bien être une manœuvre entre la bureaucratie et le gouvernement, face à la colère « de ceux d'en bas ».

C'est pourquoi la tâche principale des révolutionnaires, actuellement, est celle de dénoncer sans relâche la bureaucratie syndicale et de promouvoir l'organisation de la grève et des luttes à la base, d'organiser des assemblées, des meetings et des réunions pour que



les travailleurs eux-mêmes discutent la continuité de cette lutte et préparent la mobilisation jusqu'au retrait pur et simple de tout le plan du gouvernement. ■

* Une évocation plus détaillée de cette grève – avec les références des citations – est publiée sur notre site, www.lct-cwb.be, onglet Thèmes / Histoire.



Nous condamnons la tentative d'assassinat de Yannick Etienne

Eduardo Almeida - 4 février 2015



L'organisation Batay Ouvriyé de Haïti a dénoncé la tentative d'assassinat contre Yannick Etienne, l'une de ses principaux dirigeants, alors qu'elle quittait les négociations avec la direction d'une usine en conflit.

Un groupe lié à un syndicat de mèche avec les patrons et associé au gouvernement (CNOHA) a attaqué Yannick avec des couteaux et des pierres dans la zone industrielle de Port-au-Prince. Le groupe n'est pas parvenu à la tuer car elle fut sauvée à temps par les travailleurs.

L'intensification des luttes a entraîné une grève des transports qui a

mis Port-au-Prince à l'arrêt pour deux jours. La lutte du peuple haïtien se dirige contre le gouvernement Martelly et contre l'occupation de l'île par les troupes de l'ONU (la MINUSTAH). Pour continuer le mouvement et pour protester contre la tentative d'assassinat, Batay Ouvriye appelle à une manifestation, le 5 février, face au ministère des Finances.

Le gouvernement réagit, entre autres, avec l'intervention de paramilitaires contre les militants sociaux, et parle alors de « lutte entre groupes syndicaux ». C'était le sens de la tentative

d'assassiner Yannick Etienne, une organisatrice syndicale de Batay Ouvriyé.

Nous rendons responsable le gouvernement Martelly et le commandement de la MINUSTAH pour tout attentat en Haïti. ■

Voir une video sur Yannick Etienne et Batay Ouvriyé, réalisée par la FGTB wallonne :
<http://www.fgtb-wallonne.be/regards/2013/05/02/haiti-batay>

ABVV-FGTB
Ensemble, on est plus forts
Samen sterk

Solidarité avec les travailleurs haïtiens : la FGTB condamne fermement la tentative d'assassinat de Yannick Etienne, coordinatrice de Batay Ouvriyé.

La FGTB vient tout récemment d'être informée que le 30 janvier 2015, Yannick Etienne fut victime d'une tentative d'assassinat.[...]

Cet événement absolument inacceptable pour la FGTB témoigne du danger vécu par les syndicalistes haïtiens dans leur combat quotidien pour la défense des droits des travailleurs. [...] Le harcèlement des syndicalistes est, hélas, monnaie courante dans ce pays où les employeurs jouissent d'une liberté quasi absolue.

La FGTB et Batay Ouvriye ont une relation de solidarité et de coopération de très longue date, et ce, notamment grâce au rôle très actif de la militante Yannick Etienne. Cette organisation syndicale combattive défend des syndicats d'entreprise, de plantations agricoles et des comités d'usine sur tout le territoire national. Elle a réussi, grâce à un appui important de la FGTB Namur et de Verviers notamment, à faire progresser les conditions des travailleurs haïtiens et démontre au quotidien une grande capacité de mobilisation.

suite de la page 20

Il y a 80 % de femmes dans l'usine. Mais elles doivent faire face à une répression syndicale systématique : mises à pied, tentatives de corruption, sanctions abusives, et même des menaces de mort proférées à l'encontre des ouvrières syndiquées. En septembre 2012, l'usine a même été fermée pour une durée indéterminée et l'entreprise française avait commencé à vider l'usine de ses effectifs. 200 postes d'intérimaires avaient été supprimés entre octobre 2012 et mars 2013 et 10 ouvrières, dont 3 déléguées syndicales, avaient été licenciées. Après un an et demi de luttes, elles parviennent à faire réintégrer 6 des 10 ouvrières licenciées. Mais pas les 2 déléguées, qui entrent en grève de la faim, mais qui finalement recevront des indemnités justes. « La ténacité des ouvrières de LATElec est exemplaire et prouve l'efficacité de la mobilisation syndicale contre les violations du droit du travail par les multinationales en Tunisie. La solidarité qui s'est exprimée à leur encontre, en Tunisie comme ailleurs, témoigne de l'importance de faire avancer le respect de la dignité au travail partout dans le monde, et rappelle la nécessité de responsabiliser les multinationales pour leurs activités à l'étranger », indique une activiste des comités de soutien.¹

En Tunisie les femmes subissent durement les politiques libérales qui renforcent les inégalités et ont plus de difficultés pour accéder à l'emploi. Le taux d'activité des femmes n'a pas dépassé 25,8 % en 2012, contre 70,3 % pour les hommes. Et l'écart se creuse lorsque l'on considère les jeunes générations, et les jeunes diplômés. Dans ce contexte, la lutte à LATElec est emblématique : des jeunes femmes, au risque de perdre leur emploi, mettent un frein aux abus de la multinationale.

En Belgique, Sarah, Hayat, Naima ... : « Il faut que les femmes se mobilisent pour que le traité ne passe pas ».

Le 19 décembre a eu lieu à Bruxelles une manifestation contre le Traité Transatlantique entre l'Europe et les

Etats-Unis. Un groupe de femmes militantes se mobilisaient pour la première fois à cette occasion : « *C'était ma première expérience, ma première manifestation. C'était super chouette : on a parlé de tout : chômage, mutuelle... Comme un rêve, j'étais fière de moi, j'étais grande et j'ai eu du courage, je suis une femme forte. J'entendais les gens crier, je n'ai même pas eu peur. Les hommes agriculteurs eux aussi ne sont pas d'accord avec le traité. Je suis contre le traité. Le gouvernement est d'accord et moi, je ne suis pas d'accord.* » « *On n'était pas informées sur le Traité... Aux Etats-Unis, ce n'est pas la même chose pour les salaires, ce n'est pas le même système, donc on risque de diminuer ici les salaires... Beaucoup de secteurs vont être touchés, mais surtout et encore les femmes travailleuses.* » « *Il faut que les femmes se mobilisent, pour que le traité ne passe pas. C'est bien de monter l'exemple à nos enfants. D'ailleurs, c'est pour eux qu'on fait ça.* » « *Je me suis sentie libre. Les femmes doivent donner leurs avis et ne pas rester les mains liées à la maison. On n'est pas*



Générale Narin Afrin sur le front de bataille avec un autre camarade.

des rats, pour devoir se cacher. On doit aller dans la rue pour crier nos droits. On doit bouger pour ce qu'on croit injuste. Malgré la pluie. Je suis rentrée chez moi trempée, mais contente. » « *On a senti qu'on existe et il y avait même des personnes âgées. Formidable. Maintenant je viendrai à chaque manifestation. J'ai beaucoup aimé, le fait d'être ensemble, on était plus en sécurité.* »²

Les femmes de Kobané

Kobané, ville kurde à la lisière de la Turquie, en Syrie, fut durant des mois attaqué par les djihadistes de l'Etat

Islamiste (Daesh). Elle est devenue un symbole de la résistance des Kurdes contre ceux qui veulent prendre le contrôle de la ville et imposer une dictature réactionnaire. « *Nous avons perdu des martyres dans chaque village, dans chaque colline. Nous avons des blessés partout. A certains endroits, ils ont pu marcher par-dessus nos cadavres, mais ils n'arriveront jamais à bafouer l'honneur des Kurdes.* » Ce sont les paroles de Narin Afrin, la femme qui commande, au rang de général, la résistance du peuple kurde de Kobané. Cette combattante, âgée de 40 ans, inconnue de tous avant les attaques de l'Etat Islamique, est aujourd'hui un des piliers de la résistance de la ville martyre, qui tient tête aux assauts, en ligne de front qui a fait reculer les djihadistes. On admire son courage, mais aussi sa capacité d'organisation, son sens de la stratégie. Les femmes kurdes sont en première ligne dans cette guerre contre Daesh. On voit sur certaines vidéos des colonnes entières composées de jeunes guerrières. D'abord parce qu'elles abhorrent ces

fanatiques qui méprisent et assujettissent les femmes. La culture kurde porte des valeurs très différentes ; la parité hommes-femmes notamment. Une parité que l'on retrouve dans les institutions du Kurdistan autonome et laïque, avec de nombreuses femmes à des postes clés, comme dans les municipalités du Kurdistan turc et syrien.

La lutte des Kurdes, et en particulier celles des femmes du Kurdistan, révèle une vérité qui ne s'exprime jamais aussi clairement que pendant la guerre : l'émancipation de l'humanité, et donc celle des femmes aussi, ne sera possible que par une lutte conjointe des hommes et des femmes pour la construction d'une société différente, une société socialiste.³■

¹ www.franceculture.fr/emission-nasawiyat-Geme-etape-tunisie-se-revolter-2014-08-16
www.facebook.com/ComiteSoutienSyndicalistesLatelecFouchana

www.europe-solidaire.org/spip.php?article32538

² Témoignages audio lors de l'évaluation de la mobilisation contre le TTIP, VF - Bruxelles - janvier 2015.

³ Marta Morales, ¿De dónde proviene la determinación de las mujeres del Kurdistan? - site de la LIT-QI, 16.10.2014

Aux femmes qui se sont rebellées un jour et qui luttent au quotidien !



Marre d'entendre parler à la radio et dans les médias, à l'occasion du 8 mars, de fêter les femmes avec roses et chocolat, « comme des reines », alors qu'il s'agit de la journée internationale des luttes des femmes ; une journée symbolique pour rappeler les nombreuses et permanentes luttes des femmes contre l'oppression et l'exploitation dont elles sont victimes au quotidien, dans le monde entier.

Les ouvrières de LATElec, en Tunisie

Monia et Sonia sont déléguées syndicales ouvrières dans l'usine de LATElec, filiale d'une entreprise française de câblages aéronautiques travaillant pour Airbus et Dassault ;

l'entreprise, leader mondial sur le marché aéronautique, a délocalisé en 2005 une partie de sa production de câblage via sa filiale LATElec, en Tunisie, dans l'objectif affiché de réduire les coûts de fabrication.

Dans la foulée de la révolution tunisienne (2011), ces deux femmes

Ici et ailleurs, des femmes de notre classe s'organisent et se battent pour faire valoir leurs droits. Ces luttes ne sont pas isolées des combats que mènent les autres secteurs exploités de la population et la classe ouvrière : elles en font partie et les renforcent. Voici trois témoignages de luttes d'aujourd'hui dans le monde.

créent un syndicat pour défendre leurs conditions de travail (fin des heures supplémentaires abusives) et les droits des 400 ouvrières victimes notamment de harcèlement moral et sexuel.

suite sur la page antérieure